

LA PRESIDENCE FRANCAISE DE L'UNION

L'Union européenne est présidée par la Slovénie depuis le 1er janvier 2008. La France assurera la [Présidence de l'Union européenne](#) au **deuxième semestre 2008**.

Cette présidence, la douzième exercée par la France, débutera le 1er juillet 2008 et sera riche d'enjeux pour la France et pour l'Union européenne. Cette présidence marque "**le retour de la France en Europe**". Elle intervient à la veille d'un moment clé de la construction européenne puisqu'elle précède l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne prévue pour janvier 2009.

Durant cette période, **la France assurera la présidence de tous les conseils des ministres**. Pour assurer la coordination administrative et piloter les manifestations organisées dans ce cadre, **un secrétariat général de la présidence française du [Conseil de l'Union européenne](#)**, placé sous l'autorité du Premier ministre, a été créé le 15 juin dernier. Claude Blanchemaison, diplomate, ancien ambassadeur a été désigné pour diriger ce secrétariat.

Une présidence charnière, ponctuée de grands rendez-vous

➤ La réforme institutionnelle de l'UE prévue par le traité réformateur, s'il est ratifié par l'ensemble des Etats membres, doit avoir lieu en 2009, soit juste après les élections européennes de juin. La mise en œuvre des dispositions du nouveau traité devra donc commencer avant, c'est-à-dire au cours de la Présidence française de l'UE. **Le rôle de la France pour mener à bien ce dossier sera déterminant, notamment dans la désignation du futur Président de l'UE.**

➤ L'agenda international est également très chargé. 2008 est ponctuée par les élections russes et américaines. Ce sera donc à la **France de nouer les premières relations de l'UE avec Dimitri Medvedev et le futur président américain.**

➤ **2008 est également marquée par la tenue des Jeux Olympiques à Pékin.** Depuis les violences au Tibet, qui ont suivi les manifestations commencées le 10 mars, se pose la question du boycott de la cérémonie d'ouverture. Tandis que le président du Parlement européen, Hans-Gert Pöttering, s'est fortement prononcé pour un boycott, les ministres des affaires étrangères des 27, réunis samedi 29 mars 2008 en Slovénie, se sont montrés plus prudents, exprimant leur inquiétude et condamnant le recours à la violence. **Un sommet UE-Chine est au programme de la Présidence française.**

Quelles priorités pour la Présidence française ?

Lors de son intervention, le 27 août 2007, à la XV^{ème} Conférence des Ambassadeurs, le Président de la République a annoncé les différentes priorités de la présidence française.

La Présidence française de l'UE sera placée sous le signe de « **l'Europe protection** ».

➤ **La gestion globale et concertée des migrations**

Lors d'une visite en Espagne à la mi-octobre, au cours de laquelle il a rencontré son homologue espagnol, le ministre français de l'Immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du co-développement, Brice Hortefeux, a appelé à la création d'un « **pacte européen sur l'immigration** ». Ce dernier repose sur trois piliers : « le refus des régularisations massives », « l'harmonisation des régimes d'asile » et « des négociations sur les accords de réadmission ».

Brice Hortefeux réalise, au cours du premier semestre 2008, un tour des 26 capitales européennes pour élaborer les grandes lignes de ce pacte, qui devrait être présenté au tout début de la Présidence française, vraisemblablement lors du conseil informel Justices et Affaires intérieures des 7 et 8 juillet.

➤ **La politique de l'énergie et du développement durable**

La France soulèvera les questions liées à la sécurité du continent en matière d'approvisionnement énergétique et devrait promouvoir le rôle du nucléaire dans la lutte contre le changement climatique. La sécurité énergétique sera l'une des priorités de la France pour sa Présidence du Conseil de l'Union européenne. **L'objectif est de développer une Europe du développement durable et de l'innovation.** L'accent sera mis sur la réduction des gaz à effet de serre, sur la fiscalité écologique, sur le développement de produits propres et sur la constitution d'un espace européen de la recherche. Afin de prolonger cette politique, Jean-Louis Borloo élaborera avec ses homologues tchèque et suédois un **programme d'action pour la période de juillet 2008 à décembre 2009** et commun aux trois Présidences successives de l'Union Européenne (France, République Tchèque, Suède). Ce programme couvrira les domaines de la lutte contre le changement climatique et la recherche d'un accord post-Kyoto, la qualité de l'air, la défense de la biodiversité, la gestion des déchets et la promotion d'un développement durable.

➤ **L'Europe de la Défense**

La relance de la politique européenne de la défense n'est pas incompatible avec l'OTAN. Le président de la République souhaite rendre l'Europe plus efficace sur la scène internationale, alors qu'un poste de **Haut représentant pour la politique étrangère** verra le jour en 2009. A l'approche de la Présidence française de l'UE et à la demande expresse du Premier ministre, l'Assemblée nationale, en coopération avec l'Assemblée de l'UEO, a organisé le 5 mai à Paris une conférence sur « **Les choix stratégiques pour la sécurité et la défense de l'Europe** ». Cette conférence vise à soutenir la future Présidence française dans ses efforts pour renforcer la PESD. Le budget de l'UE consacré à la défense devra être revu à la hausse pour rendre son programme d'action plus cohérent.

➤ **Bilan de santé et avenir de la Politique Agricole Commune**

La France devrait lancer des réflexions sur le réexamen des politiques européennes et de leur financement après 2013, en particulier sur la **Politique Agricole Commune (PAC)**. Nicolas Sarkozy souhaite engager "une véritable refondation en profondeur" de la PAC au cours de la Présidence française et sans attendre l'échéance de 2013. Le débat sera lancé lors de la réunion des ministres de l'Agriculture à Annecy en septembre 2008. La Commission européenne a effectué le bilan de santé de la PAC. **Le projet de réforme de la PAC issu du bilan de santé, proposée par la Commission provoque de multiples critiques** : la France, l'Allemagne et surtout la Grande-Bretagne ont accueilli avec réserves ce projet de réforme qui prévoit des coups de pouce à la production et un rééquilibrage des soutiens.

➤ **L'Europe des réalisations.**

Il faudra **nourrir l'idée et l'esprit européen** par des projets et **expériences concrètes** avec par exemple l'idée **d'élargir le programme Erasmus** au secteur professionnel et associatif pour former une vraie génération Europe mais aussi **l'organisation de la gestion civile des crises** pour faire face aux catastrophes naturelles. Il est question d'envisager par exemple la mise en place d'une « alerte enlèvement » au niveau européen.

Cette présidence française devra faire en sorte également de **renouveler l'adhésion des Français à l'Europe** en montrant sa plus-value et ses apports concrets dans la vie quotidienne.

➤ **Une Europe ouverte sur le monde : politique de développement et lutte contre la pauvreté**

L'Union européenne assure aujourd'hui la moitié de l'aide au développement dans le monde.

La France aura à suivre pendant sa présidence deux rendez-vous majeurs sur cette question : le premier à Accra en septembre 2008 sur **le suivi de l'efficacité de l'aide** et le second à Doha en décembre 2008 sur **le financement du développement**.

En zone Méditerranée, nous aurons à **conforter le processus de Barcelone** en parallèle avec le projet **d'Union pour la Méditerranée** lancé par le Président de la République.

Au départ conçu pour avoir une certaine indépendance vis-à-vis de l'UE, puisque qu'il ne devait concerner que les pays limitrophes de la Méditerranée, ce dernier est maintenant totalement réintégré dans le giron communautaire.

Alors que Paris avait envisagé un champ d'action large dans son projet initial d'Union méditerranéenne, le document présenté mardi 20 mai par la commissaire aux relations extérieures, Benita Ferrero Walder, se concentre sur cinq projets : **la dépollution de la Méditerranée d'ici 2020, la protection civile, une autoroute du Maghreb arabe reliant la Mauritanie, le Maroc et l'Algérie, la création d'autoroutes de la mer, et le développement de l'énergie solaire.**

A moins de deux mois du lancement solennel à Paris de l'Union pour la Méditerranée, **la Commission a donc revu à la baisse les ambitions françaises pour ce projet.** En outre, la co-présidence doit, selon elle, ne revenir que pour six mois au président français avant d'aller au président du Conseil européen.

En Afrique, nous mettrons l'accent sur **le renforcement du partenariat entre l'Union européenne et l'Union africaine.** Accords de partenariat économique (APE) afin de favoriser l'émergence de nouveaux pôles sous-régionaux. L'Union est aujourd'hui impliquée dans plusieurs missions de PESD, l'effort sera poursuivi mais il est essentiel de faire aboutir le **projet européen de développement des capacités africaines de maintien de la paix.**

La France appuie auprès de ses partenaires l'idée de doter à terme l'Afrique d'un système de sécurité sociale (couverture du risque maladie en Afrique).

Une montée en puissance de l'implication parlementaire française en vue de la Présidence

Afin de préparer au mieux la Présidence de l'Union européenne, le Parlement s'est engagé depuis de longs mois dans la préparation politique et administrative de la Présidence.

➤ Au sein de la **Délégation de l'Union européenne à l'Assemblée nationale**, différentes réunions communes ont été mises en place :

▪ depuis le 1^{er} avril, *la Commission des affaires européennes du Folketinget*, de l'Assemblée nationale bulgare (2 avril), du Sejm polonais (16 avril), de la Tweede Kamer néerlandaise (29 avril), du Bundestag (14 mai), du Riigikogu estonien (28 mai) ont été reçues ou vont être reçues. De même, la réunion commune avec la Grande Commission de l'Eduskunta finlandaise le 21 mai et avec la Commission pour l'Union européenne du Riksdagen suédois le 27 mai prochain témoignent de l'activité intense de préparation de la Présidence par les parlementaires français.

▪ Au Sénat, le 22 mai dernier, la Délégation de l'UE a organisé une réunion commune des Commissions des finances et des Délégations pour l'Union européenne de l'Assemblée nationale et du Sénat avec une délégation de la Commission des budgets du Parlement européen.

➤ La **Commission des Affaires étrangères** accueillera le 10 juin une délégation de parlementaires de la commission des Affaires étrangères du Parlement européen.

➤ **Différentes réunions interparlementaires** à l'Assemblée ou au Sénat sont d'ores et déjà prévues.

▪ A titre d'exemples, la Conférence des commissions parlementaires pour l'égalité des chances des femmes et des hommes de l'Union européenne (Délégations aux droits des femmes) aura lieu le 3 juillet au Sénat ; celle des Affaires économiques se tiendra à l'Assemblée nationale le 10 juillet ; celle concernant la Défense, le 27 octobre prochain au Sénat.

▪ La réunion préparatoire de la COSAC (Conférence des Organes Spécialisés dans les Affaires Communautaires et Européennes des Parlements de l'Union européenne), se tiendra le 7 juillet 2008 à l'Assemblée, la réunion plénière ayant lieu au Sénat le 3-4 novembre 2008. La dernière réunion a eu lieu les 7 et 8 mai 2008 à Brdo pri Kranju en Sloveenie.

Le travail en profondeur effectué par le Parlement s'inscrit dans **une logique intense de préparation de la Présidence française**.

Une véritable dynamique s'est mise en place, impliquant les ministères et l'ensemble des institutions afin de relever les défis politiques et institutionnels imposés pour le prochain exercice de la Présidence française de l'UE.

Cette présidence sera l'occasion pour la France de mettre en œuvre les projets qu'elle défend et de faire son retour sur la scène européenne et internationale. Les effets des propositions françaises, compte tenu des procédures européennes, se traduiront concrètement, plusieurs mois après la présidence effective de la France. Il appartient donc désormais à la France de préparer au mieux sa Présidence.

C'est d'ailleurs dans cette logique que le Groupe UMP, a décidé d'organiser le 2 juillet prochain à Paris une nouvelle réunion du « **Club des 27** », événement européen rassemblant les Présidents des groupes politiques des parlements nationaux appartenant au parti Populaire Européen.